



ISSN 1392–6195 (print)
ISSN 2029–2058 (online)
JURISPRUDENCIJA
JURISPRUDENCE
2011, 18(1), p. 367–382.

LES PARTIS POLITIQUES EN POLOGNE CONTEMPORAINE DEPUIS 1918

Artur Ławniczak

Université de Wrocław, Faculté de Droit, Administration et Économie,
Chaire de Droit Constitutionnel
Uniwersytecka 22/26, 50-145 Wrocław, Pologne
Téléphone (+48 71) 3752 319
Courrier électronique lavka@prawo.uni.wroc.pl

Reçu le 15 octobre 2010. Prêt pour la presse le 18 mars 2011

***Résumé.** Les partis principales ont eu les traditions plus anciennes que la II-ième République de Pologne. Nous pouvons dire, que c'est possible observer dans l'évolution de système politique en Pologne les tendances stable – après périodes de fonctionnement dans le parlement beaucoup des partis il faut espérer les périodes du domination legalisé des forces politiques, qui ont les liaisons plus forts avec l'idéologie gouvernante. C'est possible de constater, que actuellement en cas de relations entre l'état et les parties politiques nous avons en Pologne le model transitif entre la structure extraordinairement stable de l'époque de "dictature de prolétariat" et le système libérale ancien. C'est possible regarder une scène politique de Pologne contemporaine comme une synthèse de systèmes politiques de la II-ième République et la Pologne Populaire. C'est possible, que dans l'avenir sera possible le fonctionnement de l'humanité sans les partis politiques. Mais les organisations, qui éventuellement remplaceront les partis politiques, seront probablement, semblables à partis traditionnelles et le système politique sera semblable à le système d'aujourd'hui, comme l'effet de la mentalité plus ou moins stable de la nation.*

***Notions principales:** les partis politiques, Pologne, l'évolution de le système politique polonaise, constitutionnalisation et institutionnalisation des partis.*

Actuellement nous observons en République de Pologne l'évolution de la vie politique qui est en même temps semblable et diverse en comparaison avec les anciens temps de l'histoire de notre pays. Il est possible de diviser cette histoire à l'époque moderne en quelques périodes qui sont généralement comparables avec l'histoire de République de Lituanie dans les XX^{ième} et XXI^{ième} siècles.

Depuis recouvrement de l'indépendance jusqu'en 1926 nous pouvons parler du temps initial de la vie sociopolitique, de l'époque de la démocratie plus ou moins libérale avec la rivalité spontanée des plusieurs forces politiques sans la domination explicite d'un parti unique. Comme en Lituanie pendant cette période il faut constituer des gouvernements de coalitions, c'est-à-dire qu'à Varsovie il a existé aussi le système multi partial instable.

Les partis principaux ont eu les traditions plus anciennes que la II^{ième} République de Pologne. Il est possible de distinguer trois forces politiques les plus importantes.

Le Parti Paysan Polonais « Piast »¹, qui a représenté la droite des mouvements des paysans entre les guerres mondiales, a commencé son activité en 1913, mais l'histoire de l'organisation politique des habitants de la campagne commence en 1895 dans la ville Rzeszów en Galicie, une province autonome de l'empire austro-hongrois, où plusieurs politiques polonais se sont forgés comme membres de l'élite gouvernementale. La majorité de ces politiciens importants de Galicie a été constituée par l'aristocratie conservatrice², cependant au parlement impérial à Vienne il y avait aussi un député paysannier (populiste) Vincent Witos, qui depuis – en Pologne ressuscitée, a exploité son expériences de la activité politique dans le parlement en Vienne et dans la Galicie autonome³. Witos était le chef du mouvement des paysans et un des joueurs politiques les plus influents au cours des premières années de la Deuxième République. Il a exercé la fonction de Président du Cabinet des Ministres trois fois et, avec ses partisans il a réalisé l'ancien songe des campagnards polonais – la réforme agraire.

Nous devons savoir que le Parti Paysan est l'élément le plus stable du paysage politique polonais. Cette organisation fonctionne légalement depuis plus de 100 ans,

1 Piast est nom d'un légendaire héros, frère de Rus et Tchèque, père mystique de la nation polonaise, qui était fils des paysans.

2 C'est un exemple probablement le plus important de la continuité de la tradition et de la pensée politique sur le territoire polonais. Déjà au XIV^{ième} siècle il existe, à l'ancienne capitale, le groupe de « Seigneurs de Cracovie ». C'est justement eux qui ont arrangé le mariage de Hédvige [Hedwige] d'Anjou avec le descendant de Gédimin [Gediminas] – Yagello [Jagellon] qui a fait baptiser la population de la Grande Duchesse de Lituanie et l'union entre ce pays et Pologne. La nécessité de l'existence en Europe Centro-Orientale d'une forte structure catholique et internationale a toujours été l'idée fixe des cercles aristocratiques cracoviens. Pendant la période des partages de la Pologne ils ont accepté l'empire de Habsbourg. Plus tard les conservateurs de la Petite-Pologne (région historique avec la capital à Cracovie) ont supporté la vision de Maréchal Pilsudski qui a pensé de la Fédération de la Pologne avec la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine.

3 Galicie était appelé « Piémont polonais » parce que cette province pareil que celle italienne a fut le centre des actions politiques indépendantistes à l'époque du démembrement de la Pologne. En Lituanie le « Piémont » se trouve dans la province de Suwalki (Suwalkija) et dans la Petite-Lituanie prussienne.

naturellement dans les conditions différentes, il s'agit du phénomène unique sans comparaison dans notre histoire récente.

Autre parti très important porte le nom Parti Socialiste Polonais (PSP). De point de vue de l'histoire c'est la fraction plus nationale de l'ancien, initial PSP, né à Paris en 1892. Au cours de la période cruciale de la révolution de 1905, le PSP s'est divisé en deux: PSP-Gauche et PSP-Fraction Révolutionnaire. Le premier a accepté l'existence du Royaume de Pologne en Russie c'est pourquoi pour les dirigeants de ce group la chose la plus importante était toujours la victoire de la Révolution dans l'empire de tzars et puis dans le monde entier. À l'époque de la II^{ème} République ce parti a fonctionné sous le nom de Parti Communiste Polonais (PCP).

Pour les fonctionnaires de la seconde aile de PSP l'indépendance de la Pologne se présente comme une chose avec la signification éternelle. Ils représentent la tendance nationaliste à l'intérieur du mouvement socialiste. Avant La Grande Guerre Joseph Pilsudski comme l'ennemi de la Russie agit très activement dans les actions de PSP-Fraction Révolutionnaire. Mais dans la Pologne indépendante il déclare que la lutte sera menée pour le Patrie et pas pour le socialisme. À l'exclusion des premières semaines de II^{ème} République, le PSP est resté dans l'opposition parlementaire, et aussi après 1926, quand Pilsudski a procédé à un coup d'état réussi.

Le mouvement national-démocratique était la troisième grande force politique. Comme organisation formelle, il commence à exister en 1897 sous le nom de Partie Nationale-Démocratique. Depuis la I^{ère} Guerre Mondiale ce parti porte le nom d'Union Populaire-National et en 1928 de Parti National. La plus grande personnalité dans le mouvement nationaliste - comparable avec *tautininkai* en Lituanie - était le penseur Roman Dmowski, mais, contrairement à Smetona, il n'aime pas spécialement l'action politique directe.

Aussi pour cette raison Pilsudski qui a évidemment voulu avoir le pouvoir, avec les camarades – les anciens militants socialistes, a fait avec succès son coup en 1926. C'était la victoire historique de gauche polonaise dans la lutte contre la droite. Mais Pilsudski a déclaré que tous les partis sont inutiles et il a institué une structure portant le nom de Bloc Nonpartisan de Soutien au Gouvernement. Les partis d'opposition ont continué à fonctionner à la Diète, mais sans possibilités, dans les conditions de la dictature, d'éloigner du pouvoir l'équipe gouvernementale⁴.

Le système politique polonais a changé son caractère après la II^{ème} Guerre Mondiale et l'inclusion de la Pologne dans la zone de l'influence soviétique. Mais il a toujours existé la différence entre le système de partis en URSS et la République Populaire de

4 Ce système est comparable avec le modèle mexicain qui y a fonctionné depuis la fin des années vingt du siècle passé. Avant les élections toute le monde savait déjà que le Parti Révolutionnaire-Institution sera vainqueur «de la lutte contre réaction», mais il était aussi claire, que l'opposition obtient une partie des sièges parlementaires. Pendant l'ultime période de fonctionnement de ce «régime semi démocratique» l'opposition obtenait officiellement par la voie législative, le nombre déterminé des mandats parlementaires.

La pratique mexicaine est classé comme moyen entre le système du «socialisme réel» sans opposition légale et le modèle libéral démocratique où les forces oppositionnelles ont possibilités de conquérir le pouvoir. Très caractéristique et significative est qu'en 1989 un des militants les plus signifiants de «Solidarité» a proposé l'installation du système mexicain en Pologne.

Pologne. En Union Soviétique seulement le parti communiste a fonctionné légalement. En Pologne Populaire il y avait trois partis officiels.

Le rôle principal a été joué par le Parti Ouvrier Polonais Unifié (POPU) qui a commencé à fonctionner en 1948 à Varsovie en effet de la liaison du Parti Socialiste Polonais et du Parti Ouvrier Polonais. Le second a continué la tradition du Parti Communiste de Pologne dissous en 1938. Si nous n'oublions pas que le PCP a eu ses racines dans PSP primordial, il faut constater que dans de nouvelles conditions les communistes ont réalisé la réunification du mouvement socialiste.

Le deuxième parti porte le nom Parti Paysan Unifié (PPU). L'union entre le Parti Paysan (PP) et le Parti Paysan Polonais (PPP) a eu lieu en 1949. Au cours de la première période, après la Deuxième Grande Guerre PP a collaboré étroitement avec les communistes, mais PPP avec Mikołajczyk comme chef a joué un rôle beaucoup plus indépendant. Après l'échec du PPP dans les élections parlementaires de 1947 Mikołajczyk a émigré à l'Occident et a mis la fin au fonctionnement du parti autonome paysan, dans le sillage de la tradition de Witos. Mais le fait nu de son existence formel a sa signification. C'est la continuation de l'histoire du mouvement paysan dans les nouvelles conditions.

Le dernier parti accepté par les représentants des pouvoirs de la Pologne Populaire a commencé son histoire en avril 1939 sous le nom de Parti Démocrate (PD). Depuis la Guerre les chefs du PD ont accepté la collaboration avec les communistes. Ces derniers comme POPU dans le schème théorique représentent la classe ouvrière, le PPU paysannerie et le PD l'intelligence et les professions libérales d'artisanat. Il fonctionne en qualité de parti libérale et présente de temps en temps les propositions des transformations institutionnelles.

Le temps des changements arrive à la fin de la neuvième décennie du siècle passé. Les participants des débats de la Table Ronde décident qu'il faut libérer le système de partis. En effet, la Diète supprime de la Constitution l'article relatif à l'existence du système fermé de trois partis alliés. Au lieu de ce pluralisme étroit et ennuyeux, la nouvelle élite gouvernante a proclamé la liberté de la vie politique avec la possibilité de créer la multitude de partis.

Le multipartisme existe déjà 20 ans. Il est donc possible de faire quelques observations. En première lieu nous pouvons faire une simple constatation, qu'à lieu de la stabilisation de l'époque de Pologne Populaire, nous voyons les changements fréquents de partis au gouvernement et à la Diète.

La première législature du parlement après les élections du 4 juin 1989 a été transitoire parce que c'étaient seulement les représentants de l'ancienne coalition de trois partis et les militants de « Solidarité » qui ont obtenu les mandats. Mais le processus de diversification de la scène politique a rapidement commencé. En effet pendant la législature suivante au début il y a 17 partis et finalement plus de 25. C'est la situation comparable avec celle à la Diète des premières années de la II^{ème} République.

Au cours de cette période, beaucoup d'observateurs critiquent la situation. Le Président de la République Lech Wałęsa déclare qu' « il y a trop de démocratie ». En effet on a préparé le changement des la loi électorale et la Diète a accepté la proposition.

Elle a déterminé que dans les élections générales à la Diète seulement ces comités, qui ont dépassé le seuil de 5% de votes valables à l'échelle nationale, peuvent obtenir les mandats.

Le résultat de cet amendement est évident. Dans les élections de 1993 six comités ont atteint le niveau 5% et dans les élections de 2007 seulement quatre. Peut être, nous observons la stabilisation de la scène politique parlementaire où il y a seulement la place pour quelques forces politiques, toujours les mêmes ? Qui vivra, verra. Pologne est un pays où beaucoup d'événements surprenants arrivent.

Il n'est pas surprenant que les deux partis avec les racines solides sont toujours représentés au parlement de la III^{ème} République - le parti de paysan et le parti social démocratique. Chaque personne sait que la tradition, la possibilité de continuer l'évolution des actions des prédécesseurs sont des choses les plus importante. Nous savons déjà que les partis de gauche et de paysan ont l'histoire plus longue que les deux nouvelles républiques polonaises, donc ils sont les forces traditionnelles dans la vie politique de Pologne.

Le Parti Ouvrier Polonais Unifié depuis les élections de 1989 et l'offensive de « Solidarité » et de la formation de gouvernement par le militant de cette dernière force Taddée Mazowiecki, a fait le changement de son nom, au début de 1990, pour Social-démocratie de la République de Pologne. La nouvelle enseigne symbolise la clôture de la période du « socialisme réel » et du « centralisme démocratique ». L'idéologie de Marx et Lénine est dépassée. Les chefs de parti montrent le désir de construire une force politique comparable aux partis occidentaux, de construire un parti « moderne, modéré » gauche. Depuis 1999 il y a eu les changements successifs du nom du parti. La version actuelle est Alliance de Gauche Démocratique (AGD). Le nom souligne qu'il y a beaucoup de versions de gauchisme et que AGD est ouverte pour tous les courants s'ils sont démocrates. Avec ses mots d'ordre AGD est, comme auparavant SdRP, le leader de la gauche polonaise et en même temps il est un de trois partis polonais les plus forts.

PPU a changé son nom en 1990 pour l'ancienne PPP. Parti Paysan Polonais occupe toujours une partie importante de la scène politique en tant qu'un groupement du centre. Les meneurs de PPP rêvent de transformer leur parti pour qu'elle représente non seulement la campagne, cependant pour le moment ce n'est qu'un espoir. Malgré cet état de choses le parti a un électorat stable et la position solide sur l'arène politique nationale.

Le plus faible des trois partis, déjà légale avant la Table Ronde est, comme en Pologne Populaire, le PD. De temps en temps, il a sa petite représentation à la Diète. C'est n'est pas l'effet de sa popularité électorale, mais le résultat de la collaboration avec AGD soit, comme aujourd'hui, le fait de captiver des députés élus sous les différentes enseignes.

Maintenant quelques mots au sujet des nouvelles forces politiques parlementaires, absentes à la Diète de l'ancien régime. Généralement ils représentent la tradition de l'opposition illégale contre la « dictature de la classe ouvrière ». Le plus fort et le plus connu de ces groupements sont les organisations politiques liées au passé avec « Solidarité ».

La représentation politique de ce mouvement syndical déjà légendaire depuis la Table Ronde et des élections de 1989 a marginalisé les autres organisations de l'opposition face au gouvernement du parti de caractère léniniste. Les forces politiques « radicales » n'ont participé aux pourparlers de la Table Ronde.

Au cours des premières semaines de 1989 dans les cadres de « l'opération de la Table Ronde » les meneurs de la vieille classe gouvernante ont discuté avec Lech Wałęsa, le chef de la Grève Historique en 1980 en Dantzig, et ses conseillers. Finalement les participants de « la discussion historique » ont décidé qu'il fallait organiser les élections « partiellement libre ». La majorité des sièges au parlement (65%) serait gardée par l'ancienne coalition gouvernante, mais les 35% mandats seraient tenus pour les autres.

En effet de cette transaction les candidats de « Solidarité »⁵ ont obtenu toute les 35% « sièges libres » dans la Chambre des députés et 99 de 100 mandats au Senat restitué. Wałęsa avec ses assistants - les frères-jumeaux Kaczyński – après les élections en été 1989 ont conclu le pacte politique avec les anciens alliés du parti communiste. La coalition de « Solidarité » avec PPU et PD a rompu l'hégémonie du parti marxiste-léniniste. Le « sans-parti », « le chrétien progressif » Mazowiecki a créé le gouvernement.

Non seulement le premier ministre, mais aussi la majorité des membres du Club Parlementaire de Citoyens – la représentation de « Solidarité » étaient les sans-partis. Mais au sein du CPC la lutte politique s'amplifiait lentement ce qui a finalement résulté par la création de la structure générale du système de partis.

Le facteur qui a évidemment accéléré la cristallisation de la scène politique était l'élection présidentielle. Le premier Président depuis la restauration de cette fonction était le « vainqueur de <Solidarité> », l'auteur de loi martial en 1981 Adalbert Jaruzelski, élu en été de 1989 par l'Assemblée Nationale, composée de tous les députés et sénateurs. Puis le parlement a changé la loi électorale pour rendre possible l'élection du Chef de l'État par la Nation. Cette modification était l'effet de la conviction des partisans de Mazowiecki que ce dernier était l'homme politique le plus populaire en Pologne et par conséquent la majorité des électeurs irait voter pour lui.

Nous constatons que Mazowiecki a déjà constitué sa base politique, un appui face a celle de Wałęsa, celui-ci se prépare aux élections présidentielles. Les adeptes de Wałęsa sont plus nationalistes, conservateurs en matière de mœurs et radicaux dans le programme des changements en Pologne. Les adhérents de Mazowiecki sont plus ouverts au monde et plus européens, et d'autre part plus progressistes du côté des mœurs et plus prudents en ce qui concerne des projets de changer la Pologne.

Depuis l'élections présidentielle la et victoire de Wałęsa, les comités électoraux de Mazowiecki se sont transformés en group politique Mouvement Civique Action Démocratique. Puis on a décidé qu'il fallait changer ce nom pour plus simple et on a créé le parti Union Démocratique. Le suffrage parlementaire de 1994 a entraîné le changement ultérieur. L'unification de celui-ci avec le Congrès Liberal-Démocratique conduit à la

5 Tous les candidats de « Solidarité » ont voulu avoir une photo avec Lech Wałęsa. La popularité du « légendaire électricien de Dantzig » à cette période était si énorme que chacun avec « bénédiction » du lauréat du prix Nobel avait eu l'immenses possibilités de gagner. L'un des perdants a déclaré qu'un « singe photographié avec Wałęsa prendrait aussi une avance sur ses concurrents ».

formation d'un nouveau rassemblement Union de la Liberté. L'étape formellement de la nouvelle histoire de ce groupement politique a été initiée avec l'adoption du nom suivant - Parti Démocratique (PD).

Ce parti existe toujours, mais en comparaison avec son action antérieure dans les années quatre-vingt-dix du XX^{ième} siècle il s'agit seulement de l'ombre du grand passé. Deux personnes les plus importantes, on peut même dire « adorés » de ce milieu – Bronislaus Geremek et Hyacinthe Kuroń sont déjà morts. La société polonaise a changé et « le parti des hommes raisonnables » est traité par la nouvelle génération comme un vestige de l'histoire de « Solidarité », dépourvu du projet concret pour le nouveau temps. Pour les électeurs plus âgés le parti sans Geremek et Kuroń n'est pas le même.

Dans les dernières élections de 2007 le PD participe en coalition avec l'AGD, mais actuellement cette coalition n'existe plus. Le parti a eu trois députés, cependant tous les trois ont abandonné le PD « post-Solidarité » et sont entré au PD « postcommuniste »⁶.

Revenons à l'an 1990 pour constater que les partisans de Wałęsa ont créé le groupement politique nommé l'Entente du Centre (EdC). Les frères Kaczyński ont été à l'origine de ce groupement. Depuis la victoire de Wałęsa aux élections, ils ont travaillé dans la Chancellerie du Président. Néanmoins, rapidement le conflit profond entre Wałęsa et les frères jumeaux a éclaté. Il existe toujours.

A partir de premières élections « libres » en 1991 EdC est l'un des groupes politiques les plus importants à la Diète qui soutient le gouvernement de Jean Olszewski, attaqué par le Président Wałęsa et l'UD. Les élections de 1993 signifient l'échec des groupements conservatifs et de la droite, aussi de l'EdC. C'est le temps des crises, des partages et du déclin des partis.

Mais les jumeaux Kaczyński ont continué son activité dans l'espoir d'un avenir meilleur. Après les élections de 1997, Lech Kaczyński, le professeur de droit, est entré dans le gouvernement solidariste de George Buzek en tant que ministre de la justice. Il jouit d'une large popularité. Suite au conflit avec le premier ministre il est démissionné, ce qui contribue positivement à l'image des frères aux yeux de l'opinion publique.

Les frères jumeaux organisent un nouveau parti Droit et Justice. Après les élections de 2001 ce parti entre pour la première fois à la Diète. Le DeJ critique fortement le gouvernement gauchiste de George Miller et nous voyons les résultats de cette attaque en 2005. Les militants de DeJ sont vainqueurs des élections parlementaires de 2005 et Lech Kaczyński triomphe dans les élections présidentielles deux semaines plus tard.

Cependant la victoire dans les élections à la Diète n'ouvre pas la possibilité de construire le cabinet monoparti. La règle est que tous les gouvernements en Pologne depuis la II^{ième} Guerre mondiale sont les cabinets de coalitions. En 2005 Jaroslaus Kaczyński s'accorde avec les chefs de deux partis: André Lepper comme dirigeant de l'Auto-défence et Romain Giertych comme meneur de la Ligue des Familles Polonaises.

6 En langue polonaise existe la différence entre la dénomination de deux parties. Les Polonais utilisent pour déterminer des groupes politiques deux substantifs: « partia » ou « stronnictwo », ainsi PD « post-communiste » s'appelle « Stronnictwo Demokratyczne » et PD « post-solidariste » c'est « Partia Demokratyczna ».

Aussi bien l'Auto-défence que la Ligue ont pour la première fois dépassé la barrière électorale de 5% et sont entrés à la Diète en 2001. Le Parti de Lepper est un groupement typique de la province polonaise, elle est donc concurrence notamment pour le PPP. La Ligue est la nouvelle version des anciens cercles de Dmowski. Les élections de 2007 démontrent le phénomène pratiquement stable de la politique polonaise. La participation au gouvernement affaiblit les deux partis. Donc pendant les élections de 2007 l'Auto-défence et la Ligue obtiennent moins de 5% de votes chacun et en effet sont actuellement en dehors de la grande politique.

Aussi le DeJ est actuellement plus faible que avant les élections de 2007. Pourtant, ce parti est la deuxième force politique en Pologne. Il est pour l'interventionnisme de l'état dans l'économie, mais en même temps montre l'attitude conservatrice quant à la culture et le moral. Il est souvent perçu comme un parti droitiste.

Il est intéressant de savoir, que le parti gouvernant actuellement en Pologne, Plateforme Civique (PC), déclare aussi, qu'est le parti de droite. Cela signifie que les deux partis les plus influents représentent le même côté de la scène politique. Il s'agit d'une situation vraiment rare en Europe⁷.

Le PC est le premier parti important en Pologne qui représente le mouvement libéral. Le berceau de ce parti est à Dantzig – la ville de « Solidarité ». Dantzig a le port maritime qui crée la possibilité des contacts avec les idées globales. Dans l'ambiance libre de cette ville importante pour l'histoire de la Pologne les jeunes gens depuis l'instauration de la loi martiale ont créé une incohérente structure sous le nom du Congrès des Libéraux. Plus tard, il y a eu le changement de nom pour le Congrès Liberal-Démocratique (CL-D).

Dans les élections de 1989 quelques libéraux sont entrés à la Diète comme candidats de la « Solidarité ». Depuis les élections présidentielles de 1990 le beau temps pour ce petit groupe politique commence. Après la défaite de Mazowiecki le nouveau Président de la République Wałęsa cherche un successeur. Il décide que Jean-Christophe Bielecki – un libéral de Dantzig sera le président du cabinet.

M. Bielecki a été le chef du gouvernement seulement un an incomplet. Cependant, ce fait a contribué à l'agrandissement du parti. Rapidement le CL-D entre dans l'EdC des frères Kaczyński, mais au cours des élections de 1991 les libéraux y participent déjà comme une force indépendante. Ils gagnent plus de 7% de voix et jouent un rôle important dans le parlement. Les libéraux participent au gouvernement de Hanna Suchocka dans les années 1992-1993. Dans les élections de 1994, ils obtiennent moins de 5% de voix valables, c'est-à-dire qu'ils n'entrent pas à la Diète. En conséquence de tout cela, c'est fait l'union des libéraux avec UD. Le parti nouvel s'appelle l'Union de la Liberté. La fusion a été plus formelle que réelle. La fraction de libéraux exist toujours au sein du parti. Et finalement, l'échec de Donald Tusk dans la lutte, pour prendre la direction du parti, contre B. Geremek, cause la scission. Les libéraux quittent les rangs de parti.

La nouvelle étape de l'histoire du mouvement libérale en Pologne commence en 2001.

7 Seulement en Irlande les deux partis les plus puissants représentent, comme en Pologne, la droite. C'est n'est pas surprenant, car généralement la Pologne et l'Irlande se ressemblent dans plusieurs cas.

Tusk avec Mathias Płażyński et André Olechowski fondent la Plateforme Civique⁸. Après les élections de 2001 le PC pour la première fois fait entrer ses députés à la Diète. Dans les élections de 1995 les libéraux parviennent à obtenir le deuxième résultat électoral et beaucoup d'observateurs espèrent que le futur cabinet sera formé par la PC et le DeJ ensemble. Finalement, Jarosław Kaczyński s'est entendu avec les chefs de deux petits partis et la PC passe à l'opposition. Aux élections présidentielles de 1995 M. Tusk a perdu contre M. Lech Kaczyński.

Mais aux élections parlementaires de 2007 les libéraux déclassent les partisans de Kaczyński. La PC a conclu le contrat avec les paysans. Selon le contrat Waldemar Pawlak du PPP deviendra le Premier adjoint et le chef de la PC, Donald Tusk sera le Président du Conseil des ministres. Il est difficile de commenter sérieusement pourquoi ce cabinet est actuellement au pouvoir, mais une chose est évidente – la règle constante – pour former le cabinet il faut créer une coalition.

Nous vivons en Pologne déjà plus de 20 ans après la fin de la Table Ronde et des « élections avec les caractéristiques de confrontations » de 1989. C'est une période comparable avec la durée de la II^{ème} République (1918-1939). Il est donc possible de relever quelques régularités qui se rapportent au fonctionnement des partis politiques. Principalement, il faut constater, que les groupes politiques fondés par les participants des discussions de la Table Ronde restent toujours parmi les plus importants. Cela confirme l'importance de cette « opération subtile de transformation du système politique ».

Le changement de régime polonais en 1989, et depuis cette date dans presque tous les pays de l'Europe de l'Est, se caractérise par la voie pacifique. Les représentants de la « fraction réformiste » de la coalition gouvernant s'accordent avec « la partie modérée » de l'opposition en ce qui concerne le partage du pouvoir entre les gens de l'ancien régime et les critiques du « socialisme réel ». Donc une élite politique officielle, partiellement nouvelle se forme à côté de la Table Ronde. Les dirigeants politiques du POPU et ses alliés constatent à l'unanimité avec les dirigeants de la « Solidarité » que seulement eux connaissent la meilleure solution générale pour la Pologne. Cela signifie, que « les extrémistes », c'est-à-dire les adversaires de « l'entente historique national » sont les ennemis communs des signataires du Contrat de la Table Ronde.

Pour cette raison il n'est pas surprenant que les partis « postcommunistes » ou « solidaristes raisonnables » sont sans cesse les plus forts et nous pouvons parler de la réalisation des accords du 1989. En plus, cet exemple confirme la thèse sur la diminution des différences entre les partis politiques dans le monde moderne. Il n'y a pas de divergences profondes entre les forces politiques les plus importantes en Pologne et dans beaucoup de pays de l'Europe. Les mots d'ordre de l'an 1789 sont perçus comme le fondement de la « société ouverte » et de « l'état moderne ». Le démolibéralisme est plus ou moins sincèrement considéré comme l'unique possibilité à « l'actuelle étape du développement ».

8 Aujourd'hui Płażyński et Olechowski ne sont pas les membres du parti. Olechowski déclare la volonté de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de 2010 et les spécialistes disent qu'il peut menacer la position du candidat du PC.

Ce *consensus*, qui fonctionne au sein de la classe politique, explique l'absence de conflits politiques aussi profonds et dramatiques que ceux pendant la II^{ème} République. En plusieurs aspects la réalité de la Pologne « postcommuniste » est semblable à celle de la période 1918-1939, mais la rivalité entre les acteurs de la scène politique est aujourd'hui beaucoup plus tranquille. Entre les guerres mondiales, on peut facilement constater l'hostilité fréquemment violente entre les gens de Piłsudski et les partisans de Dmowski. Le coup d'État de Piłsudski était la preuve la plus dramatique et sanglante de cette rivalité. Il est possible de comparer éventuellement ce coup de 1926 avec la loi martial de Général Jaruzelski de 13 XII 1981⁹. Cependant, depuis la Table Ronde il n'y a pas de cas de l'usage de forces militaires contre les adversaires politiques. En 1992 il a eu lieu le renversement violent du cabinet de Jean Olszewski. Cependant, pendant les événements d'alors le niveau d'émotions était considérablement plus petit que les tensions du temps de la II^{ème} République.

Comme entre les deux guerres mondiales, il y a « deux Polognes », comparables à « deux Lituanies », « deux Frances » etc. Simultanément, il existe la Pologne « de salon », « européenne », libérale et progressiste d'un côté et de l'autre la Pologne conservatrice des villages et des petites villes, plus pauvres et plus catholiques. Actuellement, le DeJ est traitée comme le principal mandataire politique de cette « deuxième Pologne », soit de la « Pologne B » et le PC plus comme le porte-parole de la « Pologne A ». Donc il y a les toujours des ressemblances évidentes entre la Pologne actuelle et la Pologne d'hier.

C'est possible de traiter la scène politique de la Pologne contemporaine comme la synthèse de systèmes politiques de la II^{ème} République et la Pologne Populaire. Il y a une opinion que coup d'État en 1926 a réduit « pluralisme primordial et spontané » des premières années de la Pologne indépendante. Ainsi la vie politique dans la quatrième décennie du siècle passé était la préparation du « socialisme réel ». L'histoire se répète depuis la Table Ronde. La période 1989-1993 est comparable avec les années 1918-1926. Après les élections de 1993 nous voyons les signes de stabilisation et la consolidation des bénéficiaires de la reconstruction du système politique.

Actuellement, il existe le pluralisme officiel et la possibilité d'alterner des partis au gouvernement à travers des élections, mais beaucoup de théoriciens affirment que sans les bouleversements au sein des partis dominants à la Diète, les partis de la « II^{ème} ligue » n'ont pas de possibilités de la présence dans le parlement.

Pendant la période de la Pologne Populaire, la position de trois partis légaux était garantie par les dispositions de la Constitution qui a sanctionné le système du parti hégémonique. Aujourd'hui il la loi ne détermine pas la liste réglementée de parties légaux, cependant « le cartel de quatre partis » utilise les instruments juridiques, ce qui contribue énormément à la perpétuation du *status quo*. Ces mécanismes sont inscrits

9 Jaruzelski au moment de la déclaration de la loi martiale était le premier ministre et le chef de POPU. Le coup d'État *ex definitione* est contre les gens au pouvoir donc dans le cas de la Pologne, il est difficile de parler du coup d'État *sensu stricto*. Cependant il est vrai que l'opération militaire de 1981 est interprétée non seulement comme la répression contre la « Solidarité », mais aussi comme la manifestation du vote de défiance au POPU, qui était en défensive profonde suite aux critiques ouvertes des dirigeants de « Solidarité ».

dans la loi sur les partis politiques de 1997. Cet acte législatif a changé la conception des législateurs au sujet des relations entre les partis et l'État.

La première loi sur les partis, votée en 1990, exprime l'idéologie libérale de ses auteurs. Le législateur traite les partis comme des associations, comme une affaire intérieure des membres des groupes politiques. Donc l'État ne doit pas s'immiscer au fonctionnement des partis. Leurs succès dépendent des relations avec les citoyens qui peuvent élire ou soutenir les groupements politiques en fonction des élections et généralement participer ou pas dans la vie politique en tenant compte de leurs opinions et le libre jeu entre les électeurs et la classe politique, sans les intermédiaires. Tout cela doit décider du sort des partis et de la structure de la scène politique.

Actuellement, dans la majorité des pays européennes cette philosophie est « démodée », donc après quelques années de la « démocratie exagéré »¹⁰ les partisans de l'unification de la Pologne avec les structures de l'Union Européenne ont argumenté qu'il fallait « europeiser » les liaisons entre l'État et les partis. La loi de 1997 fait terminer « la période des erreurs et vices » libéraux. On dit que la façon de fonctionner des partis est la question fondamentale pour l'avenir de la démocratie et l'État est obligé de construire le système des partis avec l'objectif de stabiliser la situation sociopolitique.

Les propagateurs de l'idée de l'aide financière d'État aux partis argumentent que sans l'argent public il est impossible de construire la stabilité du système des partis forts et capables de gouverner « comme en Europe ». Cependant, il faut appuyer les groupes politiques « pour les mérites », pour la quantité des votes obtenus dans l'élection. Chaque parti, qui passe indépendamment le seuil de 3% de votes valables ou le seuil de 6% dans la coalition, a droit d'obtenir une fois, théoriquement comme « remboursement des dépenses électorales » la dotation. Dans ce contexte chaque vote a sa valeur, donc les électeurs décident non seulement de présence et l'importance des forces politiques en législative, mais aussi de la répartition de l'argent public entre les participants de la lutte politique. En plus les partis parlementaires obtiennent chaque an de l'argent budgétaire pour le fonctionnement. La grandeur de cette dotation dépend de la dimension de la représentation parlementaire du parti. En effet le succès aux élections fait le succès monétaire¹¹.

Après un moment de réflexion c'est possible de constater qu'actuellement au cas des relations entre l'état et les partis politiques nous avons en Pologne le model transitif

10 L'expression de Wałęsa. Depuis les élections présidentielles de 1990 il a la possibilité de réaliser sa politique avec le premier ministre Bielecki, le protégé du locateur de Belweder (la résidence traditionnelle des chefs d'État polonais). Cependant depuis les élections parlementaires de 1991 la Chambre basse du parlement a choisit pour le premier ministre M. Olszewsk qui ne voulait pas être la figure de paille de Wałęsa. Le Président a donné son accord à la succession de Olszewski par Madame Hanna Suchocka qui a dirigé le cabinet composé par sept partis. Après un an le gouvernement a perdu l'acceptation de la Diète qui a vote la motion de censure. Pour cette raison, l'opinion du fondateur du mouvement « Solidarité » sur la démocratie parlementaire n'est pas très positive (comme celle de Pilsudski d'avant 1926).

11 Le soutien pour les sujets forts est un peu douteux de point de vu de la Constitution. A la base de ce document nous constatons l'existence de la nécessité juridique de cultiver à la République la justice sociale et cette idée est compatible avec l'aide pour plus faibles. Mais les interpréteurs de *Charta Magna* expliquent que dans des cas des partis il faut oublier cette disposition. Cela signifie que dans la lutte politique la raison des plus forts est plus importante que les arguments des perdants. *Vae victis* – cette ancienne sagesse est immortelle.

entre la structure extraordinairement stable de l'époque de la « dictature du prolétariat » et le système libérale ancien où les partis étaient traités comme associations des citoyens, sans liaisons formelles et monétaires avec le pouvoir officiel de l'état. C'est un effet des changements, de l'évolution du caractère des partis. Aujourd'hui ils ne sont pas les cercles des gentilshommes nobles et riches et l'époque des partis de masse¹² est aussi passée.

En notre temps la politique est un métier des gens ambitieux. Ils n'ont pas la tradition familiale de participation dans la vie politique. La classe politique est aliénée parce que la majorité de la population en Pologne, et non seulement dans notre pays, déclare l'absence de la passion politique¹³. Dans cette situation, si nous acceptons la thèse de la nécessité du fonctionnement des partis politiques, il est possible de constater, que seulement l'état dispose des possibilités d'assurer l'existence « noble » de partis politiques principaux, comme les sujets transitoires entre l'électorat et les gouvernants.

En effet il est possible de constater le renouvellement des « liaisons intimes » entre les structures étatiques et les partis. La différence entre « l'ancien régime » et l'ordre actuel est évident, parce qu'actuellement il n'y a pas dans la Constitution « le parti hégémonique », mais la philosophie de la coopération est pareille. La différence entre la sphère étatique et le monde des partis existe théoriquement et juridiquement, mais en pratique nous observons le procès d'unification des activités des partis avec le fonctionnement de la structure étatique de la République.

Aujourd'hui il n'existe pas *numerus clausus* des partis qui peuvent, comme au temps de la République Populaire de Pologne, fonctionner dans les cadres du régime constitutionnel¹⁴. Mais la logique des changements constitutionnels et légaux, qui sont compatibles avec « la tendance européenne », dit qu'il existe deux « ligues » des partis. Dans la première nous avons les partis parlementaires qui ont les possibilités de stabiliser de *status quo*¹⁵ et dans la deuxième « les pauvres » qui sont discriminée par « les puissants de ce monde horrible ».

12 Avant la grève légendaire de 1980 à Dantzig POPU a officiellement presque 3 millions de membres et en Pologne il y a plus ou moins 39 millions de citoyens dans cette période historique. Aujourd'hui PPP, parti le plus nombreux de pays a 180 milles de membres.

13 C'est le phénomène qui confirme l'existence des règles stables dans la vie sociale. Il fonctionne toujours une élite des gouvernants qui ont le temps, les possibilités et la volonté de participer au jeu politique et la grande majorité de la population qui désire surtout *panem et circenses*. Dans de différentes époques de l'histoire de l'humanité la différence entre « le peuple simple » et la plus ou moins formelle classe gouvernante est évidente. Dans « la sagesse éternelle du peuple » il y a toujours lieu pour cette constatation, ainsi la passivité politique de société est compréhensible.

14 En 1976 a lieu un amendement de la Constitution qui formellement consolide la forme de système de partis en Pologne. Donc se déclare dans la Constitution, qu'il y a seulement trois partis légaux. Mais à côté des clubs parlementaires de POPU, PPU et PD nous constatons l'existence des cercles des députés chrétiens progressifs. Thaddée Mazowiecki, qui après la « pluralisation réelle » du système politique devient chef du cabinet, était membre d'un de ces groupements. Il est donc possible de parler de l'existence du « pluralisme timide » dans les conditions du « socialisme réel ».

15 Ainsi, il est possible de poser la question sur l'objectivité des groupes politiques qui fixent les règles de la lutte politique et sont parallèlement les participants de la rivalité. Le principe, que *nemo iudex in causa sua*, dans le monde politique c'est plutôt un postulat qu'une réalité.

En récapitulant il est nécessaire d'affirmer que l'histoire des partis politiques en Pologne moderne est un peu compliquée, comme généralement l'histoire de notre pays et de notre continent à cette époque. Cependant, il est possible de constater, qu'en Pologne il y a toujours une tendance évidente à la pluralité politique, l'inclination à créer beaucoup de partis et de fractions¹⁶.

Cela est comparable avec la tradition de la France, de l'Italie, de l'Allemagne ou de l'Hongrie. Nous constatons que le modèle typique du système de partis en Europe continentale est la structure polycentrique. Le système de deux partis - populaire dans le monde anglo-saxon - est étrange pour les nations qui possèdent la mentalité différente.

L'histoire politique de la Pologne après la I^{ère} Guerre Mondiale et à partir de la Table Ronde confirme cette thèse. L'observation *sine ira et studio* de la réalité de la Pologne Populaire donne aussi des exemples de la diversité de la vie politique. Il faut se souvenir de l'existence officielle non seulement du Parti hégémonique, comme en URSS, mais aussi des partis et des cercles alliés. Au sein du Parti au pouvoir il y a constamment la lutte entre la fraction « nationale et conservatrice » et le groupe « international et progressif ».

Aujourd'hui aussi les journaux informent que la position de Plateforme Civique est « quasi-hégémonique » et que la lutte des fractions au sein du parti est évidente et constante. Une telle rivalité est naturelle et il n'existe pas la possibilité d'anéantir le phénomène qui est nécessaire dans la vie politique. En parlent de manière plus large nous constatons que la structure et de la caractère du système des partis en Pologne est *sensu largo* peu variable. Nous pouvons conclure généralement qu'il possède ses traits typiques dans toute l'histoire moderne du pays, ce que signifie qu'ils sont jusqu'à aujourd'hui indispensables. La tradition de l'existence de quelques partis forts qui dominant (éventuellement en coalitions) dans les courants politiques stables et le fonctionnement de beaucoup de groupes politiques plus faibles n'a pas disparu. Cette tradition a son histoire et probablement aussi son avenir.

Le *communis opinio doctorum* proclame que *conditio sine qua non* de l'existence de l'État moderne est le fonctionnement des partis politiques forts qui prêtent son appui au système sociopolitique existant. Peut-être c'est vrai aussi en Pologne. Cependant les changements globaux à l'époque du postmodernisme transforment le caractère de l'État, de la société et des structures économiques. C'est possible qu'au futur le fonctionnement de l'humanité sans structures typiques encore aujourd'hui sera possible. Mais les organisations, qui remplaceront éventuellement les partis politiques dans le milieu de la nation polonaise, seront probablement en ce qui concerne leur caractère, le sphère des

16 C'est l'effet de l'individualisme éternel de la nation polonaise. On dit, que «là où il y a deux Polonais, il existe trois partis ». Ce fait a été connu déjà dans à l'époque de la démocratie nobiliaire de la I^{ère} République. Depuis, à l'époque des partitions de la Pologne, *ex definitione* les trois gouvernements, en tant que les éléments étrangers, n'ont pas eu l'autorité morale pour unifier l'opinion public et les Polonais cherchaient les autorités nationales dans l'atmosphère des discussions fébriles. Aussi actuellement les citoyens de la III^{ème} République critiquent les gouvernants et présentent un bon nombre de propositions pour améliorer la situation socio-économique du pays. Donc, comme on a déjà déclaré en 1505 dans « la constitution de la démocratie nobiliaire » (où les représentants de la nation constatent que sans acceptation du parlement il ne serait pas possible de corriger le système du pays) Diète de la I^{ère} République – *nihil novi*.

relations entre les membres semblables aux partis traditionnels (de la manière générale, naturellement) et le système de ces organisations sera aussi de manière général pareil au système actuel, comme l'effet de la mentalité plus ou moins stable de la nation.

Bibliographie

- Ajnenkiel, A. *Parlamentaryzm II Rzeczypospolitej*. Warszawa, 1975.
- Belcikowska, A. *Stronnictwa i związki polityczne w Polsce*. Warszawa, 1932.
- Chmaj, M. *Prawna instytucjonalizacja partii politycznych w Polsce*. Lublin, 1994.
- Chmaj, M.; Żmigrodzki, M. *Status prawny partii politycznych w Polsce*. Toruń, 1995.
- Kader, S. *Partie polityczne w rządach*. Wilno, 1926.
- Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej z dnia 2 kwietnia 1997 r., DzU Nr 78, poz. 483.
- Ławniczak, A. *Finansowanie partii politycznych*. Warszawa, 2001.
- Rudziński, R. *Partie polityczne*. Warszawa, 1973.
- Selimowski, T. *Polskie legalne stronnictwa polityczne*. Warszawa, 1935.
- Skrzydło, W. *O partiach i systemie partyjnym*. Warszawa, 1976.
- Ustawa o partiach politycznych z dnia 27 czerwca 1997 r., DzU Nr 98, poz. 604.
- Ustawa o partiach politycznych z dnia 28 lipca 1990 r., DzU Nr 54, poz. 312.
- Ustawa z dnia 22 lipca 1952 r. Konstytucja Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej, DzU Nr 33, poz. 232.
- Wachlowski, Z. *Stronnictwa polityczne w państwie współczesnym*. Warszawa, 1939.
- Walecki, M. (ed.) *Finansowanie polityki. Wybory, pieniądze, partie polityczne*. Warszawa, 2000.

POLITINĖS PARTIJOS ŠIUOLAIKINĖJE LENKIJOS NUO 1918 METŲ

Artur Ławniczak

Vroclavo universitetas, Lenkija

Santrauka. *Modernioji demokratija neišmanoma be politinių partijų. Jos būtinos formuojant politinę klasę bei santykius tarp politikų ir „eilinių“ žmonių.*

Taigi Lenkijoje XX ir XXI a. partijų reikšmė taip pat yra labai didelė. Jų istorija yra senesnė nei atgimusių Lenkijos. Ypač Galicijoje, autonominėje Habsburgo imperijos srityje, galime stebėti daugelio politikų veiklą. Dalis jų 1985 m. deklaravo įkuriantys Populiariąją partiją, kuri nuolat dalyvauja Lenkijos politinėje arenoje. Antroji tradicinė srovė yra socialistinis judėjimas, kuris Lenkijoje taip pat visada yra aktyvus. Šios dvi stovyklos atstovauja, paprastai tariant, „dviem Lenkijoms“. Viena iš jų labiau tradicinė, konservatyvi ir provincinė, o kita – progresyvesnė, europietiška, miestietiška.

Iš tiesų, tipinio Lenkijos piliečio sąmonėje kaip politinis „juodosios“ šalies atstovas yra įsitvirtinusi Jaroslavo Kaczynskio Teisės ir teisingumo partija, o „raudonoji“ šalis – Donaldo Tusko vadovaujama Piliečių platforma. Vis dėlto anglosaksų pasaulyje vyraujanti

dvipartinės sistemos idėja Lenkijoje, reikia manyti, visiškai išgalės dar greitai, nes Europos žemyne policentrinė pliuralizmo tradicija yra labai reikšminga.

Lenkijoje netgi „tikrojo socializmo“ periodu ši politinio gyvenimo organizavimo samprata buvo įsitvirtinusi, nors ir kaip natūraliai specifinė versija. Buvo trys partijos, o Lenkijos jungtinė darbininkų partija (LJDP) buvo svarbiausia. Nuo 1976 m. pagal Konstituciją LJDB oficialiai viešpatavo šalyje. Šią situaciją galima palyginti su 1926–1939 m. periodu, kai po maršalo J. Pilsudskio pervertimo vyriausybė vis tiek laimėjo rinkimus. Tuomet oficialusis elitas norėjo sukurti stabilią politinę jėgą, esant nuolatinio valdymo perspektyvai. Tačiau reikia prisiminti, kad tarpukario laikotarpiu opozicija visada buvo įteisinta.

Dabartiniiais demoliberalizmo laikais tai yra pakankamai normalu (nors Konstitucijoje yra straipsnis, draudžiantis nekonstitucines partijas, pavyzdžiui, komunistines arba fašistines), tačiau įdomu tai, kad, kai sine ira et studio stebime Lenkijos politinės sistemos plėtros tendencijas, aiškiai išryškėja partijų sistemos „stabilizacijos“ teisiniais procesais tendencija. Nuo 1997 m. su politinėmis partijomis susiję įstatymai pakeitė galimybes laimėti vietas Parlamente. Iš tiesų tik partijos, gavusios 5 proc. (arba 8 proc. koalicijoje) balsų, gali patekti į Parlamentą. Taigi galima teigti, kad dabartiniu metu mažųjų partijų situacija yra sunkesnė negu po „Apvaliojo stalo darbo“ 1989 m. Dabartinė sistema, ko gero, stabilesnė, bet mažiau liberali. Yra nuomonių, pabrėžiančių pavojų, jog, kai politinis elitas de facto yra labiau susijęs su valstybe nei su visuomene, gali atitolti ir politinė klasė.

Daugelis teoretikų pabrėžia, jog ateityje politinių struktūrų vaidmuo bei požymiai bus visiškai kitokie nei dabartiniu metu. Galbūt jie yra pranašai, tačiau galima tikėtis, kad Lenkijos politinės partijos arba „postpartijos“, taip pat ir visa politinė struktūra bus labai panaši į dabartinę, nes lenkų tautos mentalitetas, įskaitant ir politikus, daugiau ar mažiau yra patvarus.

Reikšminiai žodžiai: politinės partijos, Lenkija, Lenkijos politinės sistemos raida, partijų konstitucionalizavimas ir institucionalizavimas.

POLITICAL PARTIES IN CONTEMPORARY POLAND SINCE 1918

Artur Ławniczak

Wroclaw University, Poland

Summary. *Modern democracy is impossible without political parties. They are necessary in the process of the construction of the political class and building of relations between politicians and ‘ordinary people’.*

So, in Poland in the twentieth and the twenty-first centuries the significance of parties is also very important. Their history is older than the history of the reborn Poland. Especially in Galicia, an autonomous province of the Hapsburg empire, we can see the activities of many politicians. A part of them in 1895 declared the birth of the Popular Party which is a constant element of the Polish political scene.

The second traditional current is the socialistic movement, which is also always legally active in Poland. These two camps represent, in simplification, the ‘two Polands’—the first

more traditional, conservative and provincial, and the second more progressive, 'European' and urban.

Actually, in the typical consciousness of a Polish citizen, the political representation of the 'black' country is the party Law and Justice of Jarosław Kaczyński, and the 'red' country admires the Citizen Platform with Donald Tusk as a leader. But probably the idea of a two-party system, like in the Anglo-Saxon world, is still very distant to reality, because in the European continent, the tradition of pluralism in a policentric version is still very significant.

In Poland, even in the period of the 'real socialism' this conception of the organization of political life was realized, though naturally in the specific version. There were three legal parties and the Polish United Workers' Party (the PUWP) was the most important. From 1976, the PUWP in the light of the Constitution had the official hegemony in the Republic. It is possible to compare this situation with the period 1926–39, when, after the coup d'état by Marshal Piłsudski, the Government still won in the election and the official elite wanted to create a stable political force with a perspective of permanent rule. But we must remember that between the wars opposition always was legal.

In our times of demoliberalism, this is quite normal (though under the Constitution, unconstitutional parties, for example, communist or fascist, are unacceptable); however, interesting is the fact that when you observe *sine ira et studio* the evolutionary trend of the Polish political system, you easily find the tendency of the 'stabilization' of the party system in the way of legal operations. From 1997, the laws concerning political parties have changed the possibilities of the conquest of seats in the Sejm. Actually, only the parties having 5 per cent (or 8 per cent in coalition) of votes can gain the representation in the Diet. So it is possible to claim that the little parties today are in a more complicated situation than in the first years after the 'operation of Round Table' in 1989. The contemporary system is maybe more stable, but less liberal. There are theoreticians who note the danger of the alienation of the political class in the situation of the renewal of the alienation of the political elite, which *de facto* is more connected with the state than with the society.

Many theoreticians emphasize that in the future the role and the character of political structures will be profoundly different from today. Maybe they are prophets, but we can expect that the Polish political parties or 'post-parties' and also political structure as a whole will have many similarities with their actual equivalents, because the mentality of the Polish nation, including the politicians, is more or less enduring.

Keywords: the political parties, Poland, the evolution of Polish political system, constitutionalisation and institutionalization of parties.

Artur Ławniczak, Wrocławu universiteto Teisės, administravimo ir ekonomikos fakulteto Konstitucinės teisės katedros lektorius, daktaras. Mokslinių tyrimų kryptys: konstitucinė teisė, politinių partijų raida ir reguliavimas.

Artur Ławniczak, University of Wrocław, Faculty of Law, Administration and Economy, Department of Constitutional Law, lecturer, doctor. Research interests: constitutional law, evolution and regulation of political parties.